

### 3 Premier ministres +1 et un peu de «normalité»

Blog du journaliste Alain Rajaonarivony – 24/10/09

Le Conseil d'état s'est donc défaussé ce 22 octobre. Il a refusé de trancher dans le différend opposant Andry Rajoelina à Roindefo Monja. La cour a argué de son «incompétence» à apporter une réponse sur le fond : qui était le plus illégal des deux ? Un président putschiste qui n'est pas encore reconnu officiellement comme dirigeant de la nouvelle transition consensuelle ? Ou son Premier ministre nommé sur la place du 13 mai le 7 février, tous les deux ayant ensuite entraîné la foule au massacre devant le palais présidentiel ?

Toujours est-il que le nouveau Premier ministre Eugène Mangalaza, adoubé par le GIC (Groupe de contact international) a repris aussitôt l'avion pour Paris dès que le conflit a éclaté entre les deux «amis». Ce qui a obligé Andry Rajoelina à nommer un Premier ministre par intérim en la personne de Cécile Manorohanta, la ministre de l'Intérieur, nomination elle-même sujette à caution. Mais plus rien ne suit les normes légales et juridiques à Madagascar. Car si Roindefo Monja n'est plus Premier ministre depuis le 10 octobre, son gouvernement aurait dû démissionner. De «l'extraconstitutionnel», on aboutit fatalement à «l'extra-juridique» qui débouche logiquement sur un aveu d'incompétence des magistrats désirant encore appliquer les lois. La ministre de la «justice» n'a pas manqué d'ailleurs de faire pression sur la cour.

La seule loi qui a conduit à cette situation, c'est celle des kalachnikovs de la partie mutinée de l'armée. Tout le reste n'est que sophisme ! Ce postulat explique pourquoi il est si difficile de retrouver les normes du droit international dans la gouvernance. Les militaires qui occupent des fonctions ministérielles semblent certains de retrouver leurs postes et se paient maintenant le luxe de rester en retrait de cette bataille politique. Ce n'est pas le cas de tout le monde, et les ministres en sursis se démènent actuellement dans tous les sens.

Madagascar dispose donc de 3 Premier-ministres, plus ou moins «illégaux» selon la lecture qu'on veut faire de la loi. Le seul Premier-ministre légal, Manandafy Rakotonirina, nommé par Marc Ravalomanana quand ce dernier était encore le seul chef d'Etat reconnu par la communauté internationale, a été mis hors-jeu après sa mise en résidence surveillée.



On peut rendre justice, c'est le cas de le dire, à Roindefo Monja, d'avoir suivi la voie légale pour tenter de régler son problème avec Andry Rajoelina. Il s'est tout de même retranché à Mahazoarivo, le palais de la Primature, avec sa garde fortement armée et motivée en attendant le verdict. Cela a aidé les «autres» d'en face à jouer le jeu des joutes oratoires au lieu d'envoyer la FIS (Force d'intervention spéciale) comme à l'accoutumée. Une spirale vertueuse, le retour vers une normalité démocratique, a été enclenchée, à cause de (ou grâce à) la résistance de Monja. Le feuilleton n'est pas fini car l'ex-toujours Premier ministre, dès le lendemain 23 octobre, a fait part de son intention d'introduire un recours en annulation pour vice de procédure, tout en invoquant l'Etat de droit. Il ne

quittera son poste qu'après la réunion d'Addis-Abeba prévue vers le 3 novembre où les 4 mouvances signifieront officiellement qui doit occuper la Présidence, la vice-Présidence et la Primature de la nouvelle Transition consensuelle.

Roindefo Monja s'est plaint amèrement des propos de certains journalistes. On n'est jamais mieux trahi que par les siens, et si la plupart des médias se sont contentés de rapporter leurs dissensions, le quotidien «La Vérité» et le site «Madagate» ont parlé de sa «trahison» en des termes très durs. Militants, ce sont plus des médias d'opinions que d'informations. [...]

Les propagandistes et les journalistes ne jouent pas dans la même cour. Si les premiers sont souvent polémiques, parfois haineux, les autres sont astreints à une certaine sobriété, d'autant qu'une carte de presse n'a jamais fait un bon gilet pare-balles. Quand une junte militaro-civile est au pouvoir, le réflexe est plus à l'autocensure qu'aux grandes emphases. On a assez parlé des exploits du CAPSAT et de la FIS

(Force d'intervention spéciale). Madagascar a connu une chute vertigineuse dans le classement de Reporters Sans Frontières. Tous les critères de liberté sont au rouge : insécurité, menaces, censures, fermetures de médias, emprisonnements de journalistes voire meurtre. La Grande Ile passe de la 95<sup>ème</sup> place sur 173 en 2008 à la 134<sup>ème</sup> sur 175 en 2009.

Au niveau économique, la descente aux enfers continue. L'Ariary a crevé le plafond de 3000 Ar pour 1 Euro officiellement depuis le 15 octobre (contre 2400 Ar pour 1 Euro avant la crise) et continue sa glissade. La raréfaction des devises fait les beaux jours du change parallèle. Le secteur touristique est totalement sinistré. Le pays avait reçu 400.000 visiteurs en 2008, chiffre qui aurait dû doubler dans les 3 ans. La HAT (Haute autorité de transition) table sur 150.000 touristes pour cette année, une prévision plus qu'optimiste, soit 3 fois moins que les projections d'avant crise. Cela signifie plusieurs dizaines de milliers d'emplois perdus. Le textile attend dans l'angoisse la fin des négociations. En cas d'échec et de maintien de l'embargo, ce sera des centaines de milliers de personnes, les employés des zones franches et leurs familles, qui seront touchées à court terme. Pour la première fois, ce mois-ci, les fonctionnaires ont un retard dans la perception de leurs salaires. Les seuls à ne pas se plaindre sont l'armée et la police : nouveaux équipements, primes et surprimes, promotions, augmentations des soldes, tout va bien.



Un motif d'optimisme dans cette sinistrose : Le haut débit (l'ADSL) arrivera enfin à Antananarivo, grâce à Orange, dans les prochains jours. L'opérateur français aura réussi son challenge lancé en mars 2008. Marc Ravalomanana savait mieux que personne ce qu'il doit à Internet, et depuis 2002, on annonçait une liaison par câble, toujours reportée. Ce temps perdu, dû à un manque évident de volonté politique, aurait peut-être permis à Tiko de prendre pied dans ce domaine. En attendant, les Malgaches accumulaient les retards sur le reste du monde. Le haut débit, ce sont des plateformes d'appels, des délocalisations de services, une incitation pour les sociétés en pointe utilisant systématiquement les transferts de données et de

fichiers à s'installer... Ce que l'état malgache n'a pas été capable de faire en 7 ans, une société française l'a fait en un peu plus d'un an et pour peanuts, une trentaine de millions d'Euros (35 exactement), à comparer avec les 60 millions de dollars qu'a coûté Force One II aux contribuables. Il aura fallu le Sommet de l'Union Africaine prévu pour le mois de juillet dernier, le haut débit étant prévu pour cet événement, pour que la connexion devienne effective. Notons que 90% de l'équipe d'ingénieurs qui procède aux installations sont des Malagasy, 100% en ce qui concerne la société informatique prestataire.

L'ADSL (ou «liaison numérique à débit asymétrique» en français) permettra une connexion moins onéreuse et beaucoup plus rapide au reste de la planète. Elle prendra aussi une autre dimension pour les Malgaches, internet étant un espace de liberté. Ils pourront s'évader plus facilement en esprit pour échapper à une situation politique et une insularité devenues étouffantes. En attendant la vraie libération... aux élections où ils pourront enfin dire ce qu'ils pensent à tous ces individus qui prétendent parler en leur nom...

Photo 1 : Roindefo Monja sur la tribune du 13-Mai, le 7 février 2009

Photo 2 : Le câblage sous-marin qui relie Madagascar au reste du monde

Source : <http://alainrajaonarivony.over-blog.com/>